

CONJONCTURE DU QUATRIEME TRIMESTRE 2019

La situation économique continue, malgré les efforts déployés, à être marquée par d'importantes tensions et distorsions.

Il y a, certes, comme cela est précisé dans les développements qui suivent, un mieux au niveau des indicateurs financiers sous l'effet notamment de la relance de l'activité touristique et des mesures d'ajustement sur les plans fiscal et monétaire. Quelques progrès encourageants sont, par ailleurs, enregistrés au niveau du climat des affaires se traduisant par une amélioration relative du classement mondial de la Tunisie sur ce plan.

Ces signaux, quoiqu'encourageants, sont loin, cependant, de modifier, de façon significative, le paysage économique. Celui-ci continue à porter la marque de l'essoufflement et du déséquilibre, comme cela est explicité plus loin et étayé dans l'annexe statistique, avec un investissement qui ne décolle pas, une croissance atone couvrant à peine le croit démographique en dépit d'une bonne saison agricole et touristique, un chômage continuant, en dépit de la tendance à la baisse de la demande additionnelle, à être élevé particulièrement pour les jeunes et les femmes et une inflation demeurant forte malgré la légère détente relevée, entretenant le climat de malaise et de tension.

C'est dire, encore une fois, l'urgence de l'accélération du processus de réformes qui doit être mené dans le cadre d'une vision globale et cohérente pour traiter en profondeur les causes des déséquilibres, supprimer les nombreux obstacles qui entravent l'esprit d'initiative et faire retrouver à l'économie tunisienne les ressorts d'une économie plus résiliente, plus apte à exploiter les opportunités et à répondre aux attentes.

1. L'investissement, principal indicateur de confiance, demeure sous la barre de 19 pourcent du PIB.

Toutes les indications disponibles laissent entrevoir un niveau global d'investissement se maintenant sous la barre de 19 pourcent du PIB. C'est le cas en particulier :

- ▮ Des importations de biens d'équipement en dinars constants¹ (par rapport à l'euro et au dollar) qui baissent de plus de 3 pourcent au cours de l'année 2019.
- ▮ Des ressources budgétaires et extérieures (sous forme de prêts liés aux projets)² allouées durant les neuf premiers mois de l'année 2019 pour le financement des

¹ Selon l'analyse de BCT sur les caractéristiques du commerce extérieur de l'année 2017 les importations de biens sont libellées en euros à hauteur de 48.7% et en dollars à hauteur de 49.2%

² Les crédits alloués aux investissements directs et les tirages sur les prêts liés se ramènent de 2589.8 MDT à fin septembre 2018 à 2506.6 MDT à fin septembre 2019

investissements directs de l'Etat qui sont en baisse de 3.2 pourcent environ selon les valeurs nominales.

- ▮ Des investissements directs étrangers qui progressent faiblement au cours des dix premiers mois pour les flux en dinars (8.5%) passant de 1939 MDT à 2103 MDT, ce qui correspond à une augmentation de 3.6 pourcent pour les flux en euros et une baisse de 1.5 pourcent pour les flux en dollars.
- ▮ Des concours à l'économie du système monétaire qui augmentent à fin octobre 2019 modérément de l'ordre de 3 pourcent³. La faible progression concerne aussi bien les crédits sur les ressources ordinaires que les crédits sur les ressources spéciales, d'origine budgétaire ou extérieure.
- ▮ Des déclarations d'investissement dans l'industrie, les services et l'agriculture qui enregistrent, après la baisse de 5 pourcent de l'année 2018, une chute de 19 pourcent au cours des onze premiers mois de 2019 par rapport à la même période de 2018⁴.

Des efforts sont, certes, déployés pour améliorer le climat des affaires à travers notamment la suppression d'un grand nombre d'autorisations (dans le cadre du décret 471-218) et la révision, dans le cadre de la loi transversale adoptée en avril 2019, du cadre légal régissant la plupart des activités économiques ; ce qui a permis à la Tunisie de gagner 10 places dans le dernier rapport de Doing Business par rapport à 2017. C'est encourageant ; mais ce n'est pas suffisant. La Tunisie continue à être largement distancée par les principaux pays concurrents. Elle est classée dans le dernier rapport du groupe de la Banque Mondiale à la 78^e place contre la 53^e place pour le Maroc, la 39^e place pour le Portugal et la 33^e place pour la Turquie. Il faut donc que les efforts se renforcent encore davantage, en concertation notamment avec les milieux financiers et d'affaires, pour recréer, rapidement, un environnement favorisant une forte relance de l'investissement, principal enjeu pour l'économie tunisienne aujourd'hui.

2. La croissance du Produit Intérieur Brut marque le pas

Le potentiel de croissance de la Tunisie se réduit, d'année en année, sous l'effet conjugué du ralentissement de l'investissement productif et de la faible productivité; celle-ci enregistre même, selon les dernières évaluations de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ)⁵, une baisse moyenne de 0.3 pourcent entre 2011 et 2017. Un mieux est, certes, relevé sur le plan de la compétitivité en 2018 permettant une légère amélioration du score de la Tunisie selon le dernier rapport du Forum Economique Mondial (de 0.8) mais ce n'est pas assez dans la mesure où la Tunisie se maintient à la 87^e place, un rang réellement « frustrant » compte tenu du savoir faire accumulé et de la marge de productivité et de compétitivité qu'elle est en mesure d'exploiter.

³ Source : Supplément au Bulletin des Statistiques financières de la BCT novembre 2019

⁴ Voir annexe statistique

⁵ <http://www.itceq.tn/wp-content/uploads/files/notes2017/evolution-productivite-de-2016.pdf>

C'est pourquoi et malgré une bonne saison agricole avec notamment une production céréalière record de 24 millions de quintaux et en dépit d'une forte relance du tourisme dont les recettes en devises augmentent de plus de 30 pourcent en dinars constants (par rapport à l'euro), la croissance du PIB s'inscrit sur une tendance baissière préoccupante. Les enquêtes trimestrielles de l'Institut National de la Statistique (INS) situent le glissement sur douze mois à 1.1 pourcent au cours du 1^{er} trimestre 2019, à 1.2 pourcent au cours du 2^{eme} trimestre et à 1.0 pourcent seulement au cours du 3^{eme} trimestre (contre respectivement 2.7, 2.9 et 2.7 durant l'année 2018). De la sorte et même si l'activité économique enregistre une relative relance au cours du 4^{eme} trimestre de l'année 2019, la croissance attendue pour l'année serait bien inférieure aux prévisions initiales, aux alentours de 1.2 pourcent contre une prévision dans le cadre de la loi des finances initiale de 3.1 pourcent.

En examinant, de plus près, l'évolution des valeurs ajoutées des différents secteurs⁶, l'on relève que l'essoufflement a concerné, en premier lieu, le secteur des industries manufacturières, victime, comme cela a été développé dans le bulletin de conjoncture du trimestre précédent, de « la concurrence souvent déloyale qui n'a cessé de se développer sur le marché domestique frappant de plein fouet en particulier l'industrie de l'habillement et de la chaussure sous l'effet de l'expansion du marché de la fripe ainsi que les appareils électriques, électroniques et l'électroménager en relation avec les importations de produits de bas de gamme à des prix bradés, ne respectant pas toujours les normes de qualité et de maintenance, commercialisés souvent dans le cadre des circuits parallèles, non soumis au paiement intégral des droits et des taxes ». Sans la dynamique relevée au niveau de l'exportation de l'industrie mécanique électrique et dans une moindre mesure de l'industrie du textile et de l'habillement, comme cela est développée plus loin, la baisse de la production industrielle aurait été beaucoup plus accentuée.

L'essoufflement a concerné, en second lieu, le secteur des hydrocarbures dont la valeur ajoutée baisse de 7 pourcent, ce qui correspond à un impact de -0.2 point au niveau de la croissance globale du PIB sous l'effet notamment de la chute des investissements de recherche et d'exploitation pétrolières. Un redressement relatif de ce secteur est, cependant, attendu à partir de 2020 en relation avec l'entrée en production du gisement gazier « Naouara » et du gisement pétrolier « Halk El Menzel » ainsi que des programmes engagés en matière d'énergie solaire.

3. Le marché du travail continue à être marqué par un important déséquilibre entre l'offre et la demande d'emplois.

La situation de l'emploi continue à être une importante source de préoccupation. Le chômage au cours du troisième trimestre de 2019, quoique se réduisant de 0.4 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'année précédente, demeure

⁶ Source : INS

élevé, touchant 15.1 pourcent de la population active malgré le faible niveau d'activité (47% contre une moyenne de 60% dans le monde) et l'important sureffectif dont souffre le secteur public (de plus de 100 mille⁷ employés).

D'importantes distorsions continuent, par ailleurs, à marquer le marché du travail avec :

- ▮ d'une part, un manque d'ouvriers spécialisés et de main d'œuvre ordinaire se faisant particulièrement sentir dans le secteur du bâtiment et de celui de l'agriculture, comme le reflète le déroulement de la collecte des olives ainsi qu'un manque de cadres qualifiés dans l'industrie et les services, évalué dans le dernier rapport⁸ de l'IACE à près de 47 000.
- ▮ d'autre part, un chômage élevé des jeunes et des diplômés du supérieur dont les taux atteignent respectivement 34.7 pourcent et 28.6 pourcent en septembre 2019.

Ainsi, la maîtrise du problème du chômage en Tunisie n'est pas seulement tributaire de l'accélération de la croissance mais aussi de l'adéquation entre la formation et l'emploi. Plus précisément, cela requiert, compte tenu de la structure de la demande globale d'emploi, constituée à hauteur de 262 000 par des diplômés du supérieur, une importante restructuration de l'économie avec notamment la montée en gamme des activités industrielles et agricoles et le renforcement de la vocation de la Tunisie en tant que plateforme régionale d'excellence pour l'exportation des services de santé⁹, de l'enseignement et de l'offshoring.

4. L'inflation malgré le léger repli des derniers mois, reflète une importante distorsion dans l'allocation des ressources

Le glissement des prix à la consommation se ramène de 7.5 pourcent en décembre 2018 à 6.1 pourcent en décembre 2019.

Malgré ce repli, obtenu au prix de l'allocation d'importantes ressources budgétaires, réévaluées à 4788 millions de dinars dans le cadre de la loi des finances complémentaire pour stabiliser les prix des produits d'alimentation et ne répercuter que très partiellement le cout de l'électricité et des carburants, l'inflation demeure élevée, dépassant de plus de 4 points celle des pays partenaires et concurrents¹⁰.

Une telle inflation est non seulement révélatrice de profondes distorsions au niveau des circuits de distribution mais aussi et surtout au niveau de l'allocation des ressources. Ainsi entre 2010 et 2019 le PIB en termes réels s'est accru de 15 pourcent, les salaires dans le secteur privé non agricole de près de 70 pourcent¹¹, l'indice des prix à la consommation

⁷ Dont au moins la moitié du sureffectif se situe dans l'administration publique

⁸ <https://www.iace.tn/rapport-national-sur-lemploi-2019/>

⁹ Débat sur le dilemme de la santé publique

¹⁰ De l'ordre de 1.3% pour la zone euro et de 2% pour le Maroc

¹¹ Source : INS pour la période 2010-2018 ; estimation du Forum pour 2019

s'est accru de 63 pourcent malgré l'allocation de 33.4 milliards de dinars de subventions budgétaires pour le soutien des prix à la consommation au cours de la période 2011-2019 et le dinar s'est déprécié de 65 pourcent par rapport à l'euro.

Pourtant, comme cela a été développé dans le dernier bulletin de conjoncture, « il y a une importante marge de manœuvre pour améliorer la productivité à l'effet de rompre avec les surenchères entre les subventions, les prix et les salaires. L'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau contrat social pourrait y contribuer à condition qu'un tel contrat puisse définir les mécanismes à mettre en place assurant la lutte contre la pauvreté, la rationalisation de la politique de subventions, la restructuration des circuits de distribution et la répartition équitable des fruits de croissance entre les différentes parties prenantes, entre le capital et le travail ».

5. Les finances publiques demeurent sous tension malgré les bons résultats au niveau des recouvrements

Les mesures prises en matière de recouvrement des créances fiscales¹² donnent, à la lumière des données disponibles à fin septembre 2019, de bons résultats. Les recettes propres de l'Etat augmentent de 19 pourcent pour les neuf premiers mois, ce qui permet de s'attendre à une augmentation de 18 pourcent pour l'ensemble de l'année contre une prévision initiale de 9.9 pourcent.

Plus précisément, il est relevé une augmentation des impôts directs sur les revenus de 36.5 pourcent et un accroissement de l'impôt sur les bénéfices des entreprises de 37.4 pourcent ; en revanche les recettes au titre de la TVA, qui constituent un indicateur sur l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises durant l'année en cours, n'augmente que de 8.3 pourcent, confirmant le ralentissement de la croissance du PIB en 2019 (+8% aux prix courants contre +9.4% en 2018).

Certes, la progression des dépenses est encore plus importante atteignant pour les neuf premiers mois un taux de 22 pourcent mais cela est due à l'envolée des paiements au titre du principal de la dette publique (+75%) en raison de l'arrivée à échéance de l'emprunt obligataire de 485 millions de dollars émis sur le marché américain en juin 2012. Hors remboursement du principal de la dette, l'augmentation se réduit à 14 pourcent.

De la sorte, le déficit budgétaire enregistre une baisse de 3.2 pourcent à fin septembre 2019 par rapport à la période correspondante de l'année précédente et les nouvelles prévisions de l'année 2019, telles que présentées dans le cadre de la loi des finances complémentaire adoptée, ramènent le déficit budgétaire à 3.5 pourcent du PIB (contre 3.9% en 2018) et la

¹² Parmi les mesures prises ayant eu un impact significatif sur les recettes de l'Etat, l'amnistie fiscale permettant l'abandon des intérêts et des pénalités et la suppression du crédit d'impôt en tant que mécanisme mis en place en 2017 pour servir une partie de l'augmentation des salaires consentie en faveur du personnel de la fonction publique.

dette publique à 75.1 pourcent du PIB (contre 77.1% en 2018) ; ce qui est en soi positif et mérite d'être souligné.

Il y a lieu, cependant, de tempérer cette appréciation en prenant en compte la situation des caisses de sécurité sociale qui continue à être marquée, malgré la réforme mise en œuvre au niveau de la CNRPS, par d'importants déséquilibres comme en témoignent notamment les arriérés des caisses de sécurité sociale à l'égard de la CNAM (de l'ordre de 4 milliards de dinars à fin 2019¹³) ainsi que la situation difficile des entreprises publiques, particulièrement, du secteur des transports et des phosphates.

C'est pourquoi, la préparation de comptes consolidés du secteur public, conformément aux recommandations du FMI dans son étude de novembre 2016 sur la transparence des finances publiques, constitue une importante priorité pour mieux apprécier les engagements de l'Etat et les risques budgétaires et assurer une plus grande cohérence au niveau du cadre macroéconomique.

6. La situation de la balance des paiements enregistre un mieux, mais continue à requérir la vigilance compte tenu du niveau élevé du déficit commercial

Les données disponibles révèlent un mieux au niveau du compte extérieur ayant pour origine :

- ▮ Une augmentation des exportations de biens non alimentaires de l'ordre de 9.7 pourcent (+ 4.8 en euros) ce qui correspond à un rythme dépassant de près de 2 points celui du PIB aux prix courants (8% attendu dans le cadre du Budget Economique de l'année 2020) sous l'effet notamment de la dynamique des ventes des industries mécaniques et électriques (+ 12.3%).
- ▮ Une forte relance des recettes touristiques ; celles-ci augmentent de 35.6 pourcent pour les flux en dinars et de 30 pourcent pour les flux en euros, permettant d'enregistrer un volant de devises de 5.6 milliards de dinars correspondant à près de 5 pourcent du PIB.
- ▮ Une augmentation significative des transferts des travailleurs tunisiens à l'étranger de 20 pourcent en dinars (15% en euros) permettant de générer 4.9 milliards de dinars, ce qui correspond à 4.3 pourcent du PIB.

Ces embellies sont, toutefois, en grande partie, contrebalancées par les importantes pressions qui demeurent :

- ▮ D'abord au niveau de la balance alimentaire qui, malgré la bonne campagne céréalière, accuse un important déficit, de l'ordre de 1.5 milliard de dinars en raison du fléchissement des exportations en relation avec la baisse des ventes d'huile d'olives.

¹³ Source : déclaration à la TAP rapportée par Webmanager le 28 novembre 2019 du directeur général de la sécurité sociale auprès du ministère des Affaires sociales.

- ▮ Ensuite au niveau de la balance énergétique dont le déficit s'accroît d'une année à l'autre pour atteindre près de 7.8 milliards de dinars, comme conséquence des tiraillements politiques et des tensions sociales qui ont retardé l'entrée en production des réserves prouvées.
- ▮ Enfin, au niveau du service de la dette extérieure dont les paiements enregistrent une importante augmentation, de l'ordre de 38.5 pourcent pour atteindre près de 9.3 milliards de dinars absorbant près de 90 pourcent des recettes du tourisme et du revenu du travail contre 6.6 milliards de dinars et 80 pourcent en 2018

Sur la base de ces indications, le déficit commercial enregistre, quoique légèrement, une nouvelle augmentation pour atteindre 19.4 milliards de dinars ce qui correspond à 17 pourcent du PIB, sachant que plus de la moitié de ce déficit se localise au niveau de 3 pays en l'occurrence la Chine (5.8 milliards de DT), l'Algérie (3.1 milliards de DT en relation essentiellement de la facture du gaz) et la Turquie (2.5 milliards de DT).

La balance des paiements enregistre, certes, un mieux. Le déficit courant au terme des dix premiers mois de l'année 2019 enregistre, grâce aux apports du tourisme et des transferts des travailleurs à l'étranger une réduction de 12.3 pourcent par rapport à 2018.

Et tout laisse entrevoir, pour l'ensemble de l'année 2019, une réduction significative du déficit courant en ramenant le niveau, en proportion du PIB, de 11 pourcent en 2018 à près de 9 pourcent en 2019, compte tenu des bons résultats enregistrés au niveau du tourisme et des transferts des tunisiens à l'étranger (+ 2.3 milliards de dinars par rapport à 2018) ainsi que de l'importante reconstitution des réserves de change de plus de 5 milliards de dinars d'une année à l'autre.

Il faut souligner toutefois, que malgré cette détente de l'équilibre extérieur, le déficit courant demeure élevé, difficilement soutenable car, comme cela a été souligné dans les paragraphes précédents, il n'a pas servi à augmenter le potentiel de croissance et de développement mais plutôt à soutenir la consommation.

7. La détente de l'équilibre monétaire se consolide au prix cependant d'un renchérissement du coût du crédit

L'équilibre monétaire de l'année 2019 se distingue, malgré le maintien de la tendance haussière des billets et monnaie en circulation (+8%), par une importante réduction, de l'ordre de 27.5 pourcent, du recours des banques au refinancement de la Banque Centrale de Tunisie (BCT). Cinq facteurs principaux y ont contribué :

- (1) Le relèvement à trois reprises depuis 2018 du taux directeur de la BCT, renchérisant d'autant le coût du crédit qui devient largement supérieur à celui de l'inflation

- (2) L'encadrement du crédit à travers l'institution d'un ratio crédit/crédit plafonné à 120 pourcent, entraînant un ralentissement de la progression du crédit aussi bien aux professionnels qu'aux particuliers.
- (3) L'amélioration des avoirs en devises des banques en relation avec la bonne saison touristique et l'augmentation des transferts en espèces des travailleurs tunisiens à l'étranger. Le solde, achats et ventes de devises des banques, qui était au cours des dernières années négatif les amenant à recourir au financement de la BCT est devenu cette année largement excédentaire, ce qui a eu comme conséquence une remontée de la valeur du dinar par rapport aux devises étrangères.
- (4) La remontée de la valeur du dinar durant le second semestre de l'année ramenant la dépréciation du dinar par rapport à l'euro à 4.7 pourcent pour l'ensemble de l'année 2019 (contre 12% durant le 1^{er} semestre) entraîne une modification du comportement des opérateurs économiques en matière de constitution de stocks et de rétention des devises.
- (5) La quasi stabilisation de l'encours des bons du trésor assimilables aux alentours de 13 milliards de dinars ; les besoins nets d'emprunts du trésor ayant été couverts essentiellement par l'émission d'obligations sur le marché financier international.

Pour conclure

La Tunisie a su, à travers des mesures monétaires et fiscales, préserver la solvabilité des finances de l'Etat, stopper la dérive du taux de change et retrouver un volant des réserves de change assez confortable à fin 2019.

Une telle démarche a, cependant, une portée essentiellement à court terme et laisse en entier les graves problèmes qui se posent en matière de création de richesses sur des bases inclusives et durables, comme en témoignent le faible niveau d'investissement, la baisse du potentiel de production, le niveau élevé du chômage ainsi que l'aggravation de la dette extérieure.

Jamais, l'urgence n'est aussi forte, qu'elle ne l'est actuellement, en matière d'engagement des grandes réformes, maintes fois annoncées mais sans cesse reportées, à l'effet de traiter en profondeur les graves distorsions et les grands déséquilibres qui affectent le cadre macroéconomique. Cela doit concerner, particulièrement, l'administration, les entreprises publiques, les collectivités locales, le secteur financier, les circuits de distribution ainsi que les caisses de sécurité sociale, le système d'éducation et de santé. Des audits doivent être élaborés ; des redéploiements du personnel doivent être précisés ; des mesures de responsabilisation et de motivation doivent être adoptées ; et des mesures d'accompagnement au profit des catégories sociales doivent être mises en place.

Jamais la mission de l'Etat en matière de régulation mais aussi d'impulsion ne s'est autant fait sentir. Ainsi, concomitamment à la priorité accordée au redressement des fondamentaux de l'économie, des stratégies sectorielles doivent être, nécessairement, élaborées pour identifier les activités innovantes, à forte valeur ajoutée susceptibles de s'insérer avantageusement dans la chaîne de valeurs mondiale pour donner de la visibilité sur les opportunités d'investissement pour les opérateurs tunisiens et étrangers. Et tout doit être fait pour « pousser » les entreprises à anticiper l'amélioration du cadre macroéconomique en s'engageant à investir, massivement, pour exploiter les opportunités qui s'en dégagent.

Car, sans relance rapide de l'investissement productif, le coût social des réformes et des restructurations risque d'être à court terme élevé, difficilement supportable.

Forum Ibn Khaldoun le 20 janvier 2020

Mots clés : conjoncture du quatrième trimestre 2019, bulletin de conjoncture économique Tunisie, Forum Ibn Khaldoun

Pièce jointe : Principaux indicateurs socio-économiques septembre 2019

Principaux indicateurs socio-économique (Décembre 2019)

Paramètres	Période	2018	2019
Déclaration des investissements en MDT			
Industrie	11 mois	3 250.0	2 642.9
Services	11 mois	1 201.7	792.6
Agriculture	11 mois	1 352.4	1 261.9
Total	11 mois	5 804.1	4 697.4
Croissance du PIB en %			
Agriculture et pêche	9 mois	9.9	1.7
Industries manufacturières	9 mois	0.7	-1.1
Industries non manufacturières	9 mois	0.0	-1.9
Services marchands	9 mois	3.4	2.2
Services non marchands	9 mois	0.2	0.8
Population et emploi			
Taux d'activité en %	estimation	47	47
- Dont femmes	estimation	27	27
Population occupée en milliers	3 ^e trimestre	3 502.7	3 543.6
- Dont femmes	3 ^e trimestre	923.4	940.4
Taux de chômage en %	3 ^e trimestre	15.5	15.1
- Dont femmes	3 ^e trimestre	22.8	22.0
Taux de chômage des jeunes	3 ^e trimestre	33.4	34.7
- Dont femmes	3 ^e trimestre	35.7	35.5

Paramètres	Période	2018	2019
Glissement prix à la consommation en %			
Alimentation	Déc. 19/18	6.2	5.8
Habillement et chaussures	Déc. 19/18	8.6	7.3
Logement et entretien	Déc. 19/18	6.1	4.2
Santé	Déc. 19/18	4.8	8.0
Transports	Déc. 19/18	13.3	2.2
Ensemble	Déc. 19/18	7.5	6.1
Finances publiques en MDT			
Recettes propres de l'Etat	Septembre	18 003.0	21 059.1
- Impôts directs des salariés	Septembre	2 857.1	4 015.3
- Impôts directs des non-salariés	Septembre	1 935.0	2 506.5
- Impôts directs des entreprises	Septembre	2 190.8	3 009.6
- Impôts indirects	Septembre	11 064.3	11 845.8
- Dont Recettes TVA	Septembre	(5 301.7)	(5 743.9)
Dépenses hors principal de la dette	Septembre	23 161.8	26 555.0
- Traitement et salaires	Septembre	11 078.2	12 567.8
- Compensation et subvention	Septembre	2 894.0	3717.6
- Intérêt de la dette publique	Septembre	2 193.1	2 549.9
- Investissements directs de l'Etat	Septembre	1912.8	1 837.7
- Prêts liés aux projets	Septembre	677.0	668.9
Déficit budgétaire	Septembre	3 153.8	3 084.7
Emprunts	Septembre	5 565.2	8 364.9
Remboursement du principal	Septembre	3 180.1	5 576.3

Emprunts nets	Septembre	2 385.1	2 788.6
Dettes publiques	Septembre	76 516.6	82 323.7

Paramètres	Période	2018	2019
Commerce extérieur			
Exportations en MDT	Année	40 987.4	43 855.4
- Dont IME	Année	18 196.5	20 242.7
- Dont textile et habillement	Année	8 793.5	9 353.9
Importations en MDT	Année	60 010.9	63 264.1
- Dont biens d'équipement	Année	11 758.2	12 876.5
Solde balance commerciale en MDT	Année	-19 022.9	-19 408.7
- Balance énergie	Année	-6 178.4	-7 756.4
- Solde balance hors énergie	Année	-12 843.5	-11 652.3
- Balance commerciale avec l'UE	Année	-1 784.	-269.
- Balance commerciale avec la Chine	Année	-5 422.	-5 852.
- Balance commerciale avec la Turquie	Année	-2 307.	-21 493.
Autres indicateurs balance des paiements			
Recettes touristiques en MDT	Année	4 141.2	5 619.2
Revenu du travail en MDT	Année	4 120.7	4 949.3
Balance courante avec l'extérieur en MDT	10 mois	-9 333.6	-8 235.9
Service de la dette extérieure en MDT	Année	6 688.0	9 265.1
Indicateurs monétaires			
Avoirs nets en devises de la BCT	31 décembre	12973.9 (85j)	19 357.9 (109j)
Taux de change euro/dinar	Année	3 1272	3 2736
Taux de change dollar/dinar	Année	2 6468	2 9145

Billets et monnaie en circulation	31 décembre	12 454	13 508
Volume global de refinancement de la BCT	31 décembre	15 808.4	11 515.1